



## Conseil économique et social

Distr. générale  
28 novembre 2012  
Français  
Original : anglais

### Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et d'un travail décent pour tous

### Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et d'un travail décent pour tous

#### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport a été établi en application de la résolution 2012/7 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a décidé que la session d'examen et la session directive de 2013-2014 de la Commission du développement social auraient pour thème prioritaire « Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et d'un travail décent pour tous ».

Il s'intéresse aux liens entre autonomisation, éradication de la pauvreté, plein emploi, travail décent pour tous et intégration sociale, ainsi qu'au développement durable. Il présente un plan d'action en faveur de l'autonomisation et du développement, l'accent étant mis en particulier sur la protection sociale. Il s'achève sur des recommandations concernant les politiques.



## I. Introduction

1. Dans sa résolution 2012/7 sur l'organisation future et méthodes de travail de la Commission du développement social, le Conseil économique et social a décidé que la session d'examen et la session directive de 2013-2014 auront pour thème prioritaire « Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et d'un travail décent pour tous ». Il y a souligné qu'il importait de définir des thèmes subsidiaires appropriés dans le cadre du thème prioritaire pour cibler les interventions et les débats, et de tenir également compte, lors des sessions suivantes de la Commission, des questions intersectorielles.

2. L'autonomisation des populations est le fondement du développement social. Certains aspects de cette autonomisation, tels que les principes de participation, de dignité humaine et de liberté, et la pleine utilisation des ressources humaines, sont évoqués en détail dans de nombreux instruments clefs de l'ONU en matière de politiques, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (voir résolution 34/180 de l'Assemblée générale), la Déclaration universelle des droits de l'homme (voir résolution 217 (III) A de l'Assemblée générale) et la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social (voir résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale).

3. En particulier, l'un des principes fondamentaux mis en avant au paragraphe 25 de la Déclaration de Copenhague sur le développement social<sup>1</sup> est qu'il faut « accorder la priorité absolue, dans les politiques et actions menées aux niveaux national, régional et international, à la promotion du progrès social et de la justice, et à l'amélioration de la condition humaine, sur la base de la pleine participation de tous ». À l'alinéa o) du paragraphe 26 de cette même déclaration, les chefs d'État et de gouvernement délimitent un cadre d'action dans lequel ils « reconnaissent que donner aux individus, et notamment aux femmes, les moyens de renforcer leurs propres capacités constitue un objectif primordial du développement et son moteur principal. Il faut, pour cela, qu'ils participent pleinement à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des décisions déterminant le fonctionnement et la prospérité de nos sociétés ».

4. L'autonomisation est liée aux trois objectifs primordiaux que les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à atteindre, en 1995, lors du Sommet mondial pour le développement social qui s'est tenu à Copenhague : élimination de la pauvreté, plein emploi, emploi productif et travail décent pour tous, et intégration sociale.

5. Afin de préparer la cinquante et unième session de la Commission du développement social, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU a organisé en septembre 2012 une réunion d'experts sur le thème prioritaire de la session. La réunion s'est attachée à définir l'autonomisation au regard des trois objectifs primordiaux du développement social, en passant en revue les accomplissements en matière de promotion de l'autonomisation économique, sociale et politique des citoyens et des groupes sociaux, et d'élaborer des recommandations, sur la base de données factuelles, en vue de formuler des

---

<sup>1</sup> *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexe I.

politiques qui favorisent l'autonomisation des populations. Le présent rapport s'appuie entre autres sur les débats et conclusions de cette réunion d'experts.

## II. Contexte et aspects liés à l'autonomisation

### A. Aperçu général

6. La notion d'autonomisation s'utilise depuis plusieurs années au sein d'instances de l'ONU, principalement dans le cadre de la promotion de la femme. Le terme comporte cependant plusieurs définitions. L'autonomisation a ainsi été définie comme un processus de modification des rapports de force en place qui les fait évoluer vers une plus grande maîtrise des sources de pouvoir. L'autonomisation donne aux citoyens les moyens de mieux comprendre et maîtriser les différents enjeux personnels, sociaux, économiques et politiques, et leur permet ainsi d'agir à titre individuel et collectif, et de choisir qui ils veulent être et comment ils souhaitent agir, dans leur intérêt bien compris, en vue d'améliorer leurs conditions de vie<sup>2</sup>. Selon une autre définition, l'autonomisation désigne le processus de renforcement des capacités qu'ont des individus ou des groupes de faire des choix et de concrétiser ces choix par des actions et des résultats allant dans le sens souhaité<sup>3</sup>. L'autonomisation se définit aussi comme l'ensemble des décisions et des mesures que prennent eux-mêmes les plus démunis, et qui se traduisent par des améliorations durables de leurs conditions de vie et de leurs moyens de subsistance<sup>4</sup>.

7. Il est généralement admis que l'autonomisation est un processus dynamique à long terme sur lequel influent les normes, valeurs, règles, institutions et relations sociales, et qui influe sur elles. À elle seule, l'autonomisation ne garantit pas les résultats escomptés; pour qu'elle assume une participation pleine et effective, il faut que les citoyens rendus autonomes puissent compter sur des décideurs compétents et réceptifs, ainsi que sur des institutions efficaces.

8. En général, on considère que si l'on veut favoriser l'autonomisation des populations, en particulier des groupes sociaux marginalisés, il faut les encourager à participer activement à la vie économique, sociale et politique, leur donner accès à des ressources et à des biens suffisants, et leur offrir la possibilité de faire des choix et d'exercer un certain contrôle sur leurs droits et leur bien-être. Dans le cadre de l'action de la Commission du développement social, l'autonomisation peut se rapporter au renforcement des capacités de tous les individus et groupes, en particulier des personnes vivant dans la pauvreté et de certains groupes sociaux (jeunes, personnes âgées, personnes handicapées, peuples autochtones), de participer pleinement à tous les aspects de la société. L'autonomisation des couches vulnérables de la population nécessite un ensemble complet de politiques et d'institutions tendant à renforcer la disponibilité des emplois, les moyens de

<sup>2</sup> Voir Programme des Nations Unies pour le développement, *Nepal Human Development Report 2004: Empowerment and Poverty Reduction* (Katmandou, 2004), p. 12. Disponible en anglais uniquement à l'adresse suivante : <http://hdr.undp.org/en/reports/asiatheepacific/nepal/>.

<sup>3</sup> Banque mondiale, *Empowerment Sourcebook* (2002). Disponible en anglais uniquement à l'adresse suivante : <http://go.worldbank.org/FD9HH8DH11>.

<sup>4</sup> Voir Organisation de coopération et de développement économiques, *Réduction de la pauvreté et croissance propauvres : Le rôle de l'autonomisation* (Paris, 2012). Disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/fr/dac/povertyreduction/povertyreductionandpoorgrowththeroleofempowerment.htm>.

subsistance et les services. De l'éducation aux soins de santé, en passant par la gouvernance et la politique économique et sociale, toutes les activités doivent être coordonnées efficacement pour autonomiser les populations en multipliant les possibilités qu'elles ont de vivre dans la dignité et la sécurité.

9. En décembre 2011, l'Assemblée générale a adopté la résolution 66/224 sur l'autonomisation des populations et le développement, où elle souligne l'interdépendance et la synergie de l'autonomisation du citoyen et du développement, et s'inquiète de la pauvreté et des inégalités. La résolution mentionne par ailleurs une conférence internationale qui s'est tenue à Dhaka, le 5 août 2012, en vue de recueillir les avis des États Membres sur l'autonomisation et le modèle de développement. Les participants à la conférence ont appelé à trouver des solutions concrètes aux problèmes de la pauvreté et de la faim et ont adopté un projet de résolution ainsi que des recommandations qui seront soumises à l'examen des États Membres.

## **B. Principaux facteurs liés à l'autonomisation**

10. Le présent rapport propose de considérer l'autonomisation comme la participation effective des membres de la société, à titre individuel ou collectif, aux décisions concernant leur vie. Elle suppose aussi que les États prennent des mesures juridiques ou de protection sociale pour garantir l'autonomie et les droits des bénéficiaires (voir A/HRC/17/34, par. 67). L'autonomisation est avant tout un moyen de parvenir à d'autres fins. L'environnement doit être propice et permettre aux populations de participer réellement au processus de décision, la participation étant une condition nécessaire mais non suffisante de l'autonomisation. Ainsi, il faut également prendre des mesures, dont les effets se cumuleront et se complèteront, dans d'autres domaines : investir dans l'éducation et la santé, protéger les droits à la terre et à l'eau des populations autochtones et autres groupes marginalisés, etc.

11. Un environnement favorable à l'autonomisation doit comprendre une structure institutionnelle formelle, constituée par exemple de divers mécanismes, de procédures organisées, et de structures institutionnelles traditionnelles qui permettent et encouragent une participation véritable. La promotion du développement humain grâce à l'éducation et à la santé est un moyen important, entre autres, de donner voix au chapitre aux individus et aux groupes, et de leur offrir davantage de possibilités de défendre leurs intérêts. Un environnement favorable doit, enfin, garantir le respect des droits de l'homme.

12. Pour que l'autonomisation revête une véritable signification pour le développement humain et social, et que les politiques d'autonomisation soient plus efficaces, il faut lancer davantage d'initiatives visant à mesurer et à suivre l'autonomisation en mettant au point des indicateurs appropriés. Certains éléments de l'autonomisation, tels que la participation, peuvent être jaugés, par exemple, au nombre de voix ou au pourcentage de femmes à des postes de décision, et peuvent nécessiter des indicateurs qualitatifs; or, il n'existe aucun indicateur universellement reconnu dans ce domaine : il convient donc d'en élaborer.

### **Autonomisation sociale**

13. L'autonomisation sociale désigne la capacité des individus ou des groupes de favoriser de façon autonome les relations et les interactions institutionnelles nécessaires à leur bien-être et à leur productivité. Comme le reste du présent rapport le montre, l'intégration sociale et l'éradication de la pauvreté sont étroitement liées à cet aspect de l'autonomisation, qui renforce la capacité de participation des populations. Il est indispensable que les personnes vivant dans la pauvreté et les groupes sociaux marginalisés participent à la définition des priorités de développement si l'on veut s'assurer que les ressources publiques limitées soient utilisées à bon escient. Il est par ailleurs nécessaire de déployer des ressources pour tirer parti du savoir local et mobiliser et impliquer les communautés locales dans la définition de leurs priorités.

14. Le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, le Programme d'action mondial pour la jeunesse, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones préconisent tous l'autonomisation sociale par l'élimination des obstacles sociaux, politiques, juridiques et économiques et par la participation active des groupes sociaux marginalisés à la vie sociale.

### **Autonomisation économique**

15. L'autonomisation économique, essentielle pour l'éradication de la pauvreté, ne peut être réalisée que si les populations marginalisées ont accès à l'emploi et aux moyens de subsistance, et si leurs droits fondamentaux, tels que l'accès à l'éducation, à la santé et au logement, sont assurés. La participation économique facilite l'intégration sociale des groupes vulnérables, en particulier des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées et des populations autochtones.

### **Autonomisation politique**

16. L'autonomisation politique découle de la capacité des groupes marginalisés d'influer sur les processus et les décisions qui touchent à leur bien-être. Les institutions publiques et sociales doivent répondre aux besoins des populations, et l'établissement d'une gouvernance participative contribuerait à favoriser la participation citoyenne, qu'il faut absolument encourager afin de mobiliser les populations et de renforcer les principes de responsabilité et de transparence au sein des services publics. Cela implique souvent la participation élargie des citoyens à la prise de décisions et une contribution plus importante du public à la planification et à la prestation des services sociaux. Un meilleur accès à l'information, notamment par l'intermédiaire des technologies de l'information et des communications, peut contribuer à faire avancer la situation dans ce domaine.

### **Autonomisation juridique**

17. L'autonomisation juridique des pauvres consiste à donner à ceux-ci les moyens de défendre et d'exercer leurs droits, tout en renforçant les cadres juridiques et les institutions judiciaires de façon à mieux répondre aux besoins des populations. La garantie des droits fonciers par des cadres juridiques efficaces, et la recherche de solutions aux problèmes des moyens de subsistance et de l'esprit d'entreprise, peuvent aider les communautés et les sociétés à récolter les fruits du

développement. L'autonomisation juridique devrait faciliter l'accès à la justice des personnes vivant dans la pauvreté et la leur rendre plus abordable.

### **C. Autonomisation et développement durable**

18. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil), les gouvernements ont convenu de renouveler leur engagement en faveur du développement durable et de la promotion d'un avenir économiquement, socialement et écologiquement viable, déclarant que les politiques de promotion d'une économie verte devraient améliorer les moyens de subsistance et l'autonomisation des groupes indigents et vulnérables, en particulier dans les pays en développement (voir l'annexe de la résolution 66/288 de l'Assemblée générale).

19. L'autonomisation et la participation de tous les membres de la société à la vie sociale, économique et politique sont essentielles si l'on veut parvenir à un développement durable. Pour pouvoir relever certains défis, tels que celui des changements climatiques, il faut transformer les comportements humains dans les domaines de la production et de la consommation, et ces transformations s'opéreront plus efficacement si les citoyens participent à la formulation et à la mise en œuvre des plans, des politiques et des programmes. Cette participation joue aussi un rôle important qui est de faire en sorte que les gouvernements répondent aux besoins sociaux, notamment des personnes vivant dans la pauvreté, et donc que le développement soit socialement viable.

20. Les mouvements sociaux, notamment les organisations communautaires, sont un facteur important de rapprochement social. De tout temps, ils ont donné aux personnes vivant dans la pauvreté et aux groupes sociaux marginalisés l'occasion de s'exprimer, de défendre leurs intérêts, et de prendre les commandes de leur propre vie. Plus récemment, ils ont joué un grand rôle dans l'édification d'institutions innovantes favorisant la viabilité des acquis sociaux et, dans quelques pays, ils ont réussi à se faire leur place dans les programmes environnementaux et sociaux. Il importe d'instaurer les conditions favorables à la participation et aux mouvements sociaux afin de lutter contre les inégalités et de renforcer la cohésion sociale, et de promouvoir la viabilité sociale, dans une dynamique de croissance économique et de protection de l'environnement.

## **III. Autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, du plein emploi, d'un travail décent pour tous et de l'intégration sociale**

### **A. Autonomisation et élimination de la pauvreté**

21. Ces quatre dernières années, la crise économique et le prix élevé des denrées alimentaires et du carburant ont ralenti la réduction de la pauvreté et heurté de plein fouet les populations vulnérables. Néanmoins, selon des estimations préliminaires, le taux d'extrême pauvreté aurait globalement diminué de moitié ces 20 dernières années (entre 1990 et 2010). Si ces estimations se confirment, la cible 1.A du premier Objectif du Millénaire aura été atteinte à l'échelle mondiale cinq ans avant la date butoir de 2015. Plus de 600 millions de personnes sont sorties de la pauvreté

extrême entre 1990 et 2008, et d'après les estimations, le taux global d'extrême pauvreté devrait passer juste en dessous des 16 % d'ici à 2015.

22. Bien que cela représente un progrès considérable, en 2015, 1 million de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté. En outre, la réduction de la pauvreté a été très inégale selon les régions. Même si la pauvreté a fortement diminué en Chine, elle demeure fortement répandue en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. La réduction de la pauvreté reste au cœur des discussions actuelles sur le programme de développement de l'après-2015. Pour poursuivre les progrès en matière de réduction de la pauvreté, les pays devront maintenir des taux de croissance dynamiques tout en veillant à ce que cette croissance soit à la fois respectueuse de l'environnement et favorable aux pauvres. L'autonomisation est un facteur clef d'une croissance favorable aux pauvres, laquelle contribue à améliorer les secteurs de la santé, de l'éducation, et les possibilités d'un travail productif et décent pour tous<sup>5</sup>.

23. À l'avenir, la réduction durable de la pauvreté ne saurait être réalisée qu'avec la participation active des personnes touchées par la pauvreté. Cependant, le caractère inéquitable des rapports de force empêche la participation des hommes et des femmes vivant dans la pauvreté. Faute de possibilités d'action aux plans social, politique et économique, les personnes vivant dans la pauvreté n'ont que peu de chances d'améliorer leur vie, et se sentent souvent impuissantes face à leur situation. Ce sont les actions d'un individu lui-même, et non celles des autres, qui lui confèrent son autonomie. Cependant, les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et d'autres partenaires du développement peuvent favoriser l'autonomisation des populations en réduisant ou en levant les obstacles qui limitent leurs possibilités, et en faisant en sorte que les initiatives et programmes de réduction de la pauvreté soient de caractère participatif.

24. De plus en plus d'éléments montrent un creusement des inégalités entre pays en développement et pays développés dans la répartition des revenus<sup>6</sup>, creusement qui aura des conséquences négatives pour de nombreux pays et contrariera probablement les efforts d'autonomisation des populations et de réduction de la pauvreté. L'analyse livrée dans *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*<sup>7</sup> y autorise à penser que si la croissance et le développement (et en particulier l'élimination de la pauvreté, l'intégration sociale et le plein emploi) sont si faibles, c'est du fait de l'inégalité dans la participation et la prise de décisions. Il existe un lien inverse très net entre autonomisation et inégalités sociales, politiques et économiques. Si les inégalités dans les rapports de force et les inégalités sociales et économiques ont des effets complémentaires – en particulier si l'on considère le fait que certaines populations ne sont pas suffisamment représentées dans les processus politiques –, il n'en demeure pas moins que les liens spécifiques entre autonomisation et inégalité ne sont pas encore bien compris et doivent continuer d'être étudiés.

<sup>5</sup> Pour consulter des exemples de bonnes pratiques et des récits mettant en avant la réduction de la pauvreté par l'autonomisation, voir <http://www.oecd.org/fr/developpement/reductiondelapauvrete/reduirelapauvretegracealautonomisation.htm>; et Organisation de coopération et de développement économiques, note 4 ci-dessus.

<sup>6</sup> Voir, par exemple, Joseph E. Stiglitz, *The Price of Inequality* (New York, W.W. Norton & Co., 2012).

<sup>7</sup> Daron Acemoglu et James Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty* (New York, Crown Business, 2012).

25. Au niveau local, de nombreuses initiatives ont permis d'acquérir une certaine expérience en matière d'élargissement de la participation à la gestion des ressources, aux projets de développement et à la prestation de services<sup>8</sup> – ce qu'on appelle le développement communautaire. Les structures institutionnelles permettant, par l'intermédiaire de mesures incitatives et de programmes, de faire participer les populations au niveau communautaire sont bien développées. Un des éléments qui gagne en importance est la décentralisation des programmes gouvernementaux et de l'administration au niveau local. Mais de nombreux problèmes y font obstacle. Comme les communautés les plus pauvres sont aussi les moins à même de participer à la vie citoyenne, la décentralisation est en fait susceptible d'exacerber les inégalités. Bien que les données empiriques ne soient pas concluantes, il semblerait qu'une plus grande participation des populations locales à la prise de décisions, grâce à la décentralisation démocratique, puisse contribuer de façon notable à la réduction de la pauvreté<sup>9</sup>.

26. Même si l'essentiel de la participation interviendra probablement au niveau local, là où les gens vivent et travaillent, elle est aussi possible au niveau national et international. Par exemple, au niveau national, de plus en plus de pays font participer les organisations de la société civile aux débats sur les politiques et à l'application du principe de responsabilité.

## **B. Autonomisation, plein emploi et travail décent pour tous**

27. Emploi et travail décent sont des moyens essentiels d'améliorer la qualité de vie. Ils peuvent être indispensables à l'intégration sociale et à l'autonomisation, si tant est qu'ils offrent une rémunération suffisante, une certaine sécurité financière, ainsi qu'un accès à la protection sociale. Les travailleurs qui bénéficient d'un travail décent sont autonomes non seulement au plan personnel, mais aussi social, leur emploi leur conférant une certaine reconnaissance sociale. L'emploi peut radicalement changer le rôle des groupes marginalisés, en particulier des femmes, tant au sein de leurs communautés que de la société en général. Lorsqu'ils favorisent le dialogue social, emploi et travail décent donnent voix au chapitre aux travailleurs et leur permettent ainsi de participer activement à la prise des décisions qui concernent leur bien-être. Dans l'ensemble, l'emploi décent autonomise les populations en les rendant maîtres de leurs propres actes.

28. L'autonomisation est aussi un moyen d'obtenir un travail décent, dans la mesure où elle permet à des individus ou à des groupes de négocier, souvent collectivement, un accès plus équitable à l'emploi, de meilleures conditions de travail et, en définitive, des modèles de croissance économique plus ouverts et plus riches en emplois.

29. Un travail décent pour tous reste un objectif lointain. Dans le monde, 200 millions de personnes étaient sans emploi à la fin 2011, soit une augmentation

<sup>8</sup> Ghazala Mansuri et Vijayendra Rao, *Localizing Development: Does Participation Work?* (Washington, World Bank, 2013), consultable (en anglais uniquement) à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/11859/9780821382561.pdf?sequence=1>.

<sup>9</sup> Pour une discussion plus détaillée sur la gouvernance locale, l'autonomisation et la réduction de la pauvreté, voir : Fonds d'équipement des Nations Unies, *Empowering the Poor: Local Governance for Poverty Reduction* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.03.III.B.10).



de 27 millions depuis 2007<sup>10</sup>. Néanmoins, ces chiffres ne montrent pas toute l'incidence de la crise économique sur les travailleurs et les ménages. Dans les pays pauvres, les licenciés du secteur formel se tournent vers l'économie informelle, où les salaires sont inférieurs, les conditions de travail plus mauvaises, et où la plupart des travailleurs n'ont pas de représentants. Même si le secteur informel comporte toutes sortes de métiers, les conditions de travail n'y sont souvent pas propices à l'autonomisation. La récession et l'augmentation de la concurrence ont même fait baisser les revenus des travailleurs employés dans ce secteur. Ainsi, on a observé un ralentissement des progrès en matière de lutte contre la pauvreté des travailleurs. On estime qu'en 2011, 456 millions de travailleurs vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour. Si la pauvreté avait continué de décliner au même rythme qu'avant la crise, les travailleurs pauvres seraient aujourd'hui moins de 50 millions<sup>10</sup>.

30. Les jeunes, disproportionnellement touchés par le chômage, sont surreprésentés dans le secteur informel et parmi les travailleurs pauvres. En 2011, 12,6 % des jeunes entre 15 et 24 ans étaient sans emploi, contre 4,6 % d'adultes. Le nombre de jeunes découragés, non comptés parmi les chômeurs parce qu'ils ne sont pas en recherche active d'emploi, a aussi fortement augmenté dans de nombreux pays. Une expérience précoce sur le marché du travail est un facteur clef de l'autonomisation personnelle et sociale, tandis qu'une transition difficile entre le milieu scolaire et le monde du travail a une incidence négative sur les perspectives de revenu à long terme et augmente le risque pour les jeunes de se retrouver plus tard au chômage. Ainsi, l'exclusion des activités productives aura des conséquences négatives sur le bien-être des générations actuelles et futures de jeunes. Outre les effets délétères sur les compétences, la motivation, et le bien-être physique et mental des jeunes, la perte de potentialités humaines et productives menace par ailleurs la participation, la cohésion et la stabilité sociales.

31. Le moyen le plus efficace d'influer sur les possibilités d'emploi et d'autonomiser les travailleurs est de mettre en place des politiques et des institutions de régulation du marché du travail : lois sur le salaire minimum, mécanismes de fixation des salaires, assurance chômage et autres prestations obligatoires, législation de protection de l'emploi, programmes dynamiques pour le marché du travail, négociations collectives, etc. La participation des travailleurs à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces politiques peut contribuer à en assurer le succès. La syndicalisation, ainsi que les mesures visant à renforcer les compétences des travailleurs et le capital social, en particulier, donnent aux travailleurs une voix au chapitre et un certain pouvoir sur le marché, améliorant ainsi leurs perspectives de travail décent. Comme le rôle des syndicats et autres mouvements sociaux s'est affaibli, les rapports de force dans les négociations liées au travail se sont déséquilibrés en faveur des employeurs, et les travailleurs ont perdu un important moyen d'influer sur les politiques. Il est cependant à noter que les syndicats dont l'action s'articule autour de la relation employeur/employé classique ne sont pas bien adaptés aux travailleurs non salariés, ni à ceux qui exercent leur activité en dehors du secteur formel<sup>11</sup>. Les formes d'emploi informelles et non conventionnelles étant en plein essor, les institutions innovantes telles que les associations de travailleurs indépendants organisées autour de métiers spécifiques,

<sup>10</sup> Organisation internationale du Travail, *Tendances mondiales de l'emploi 2012 : prévenir une aggravation de la crise de l'emploi* (Genève, Bureau international du Travail, 2012).

<sup>11</sup> Banque mondiale, *Rapport sur le développement mondial 2013 : emplois* (Washington, Banque mondiale, 2012).

ou visant à répondre à des besoins précis (par exemple en termes de droits fonciers, de crédits, d'épargne ou dans le cadre de coopératives) ont le vent en poupe.

32. Les institutions économiques dépendant de la pleine participation de leurs membres, comme les coopératives, sont un outil d'autonomisation important pour créer des emplois décents, réduire la pauvreté et favoriser l'intégration sociale. L'un des objectifs de l'Année internationale des coopératives (2012) était de promouvoir la constitution et la croissance de coopératives entre individus et institutions pour répondre aux besoins économiques communs et favoriser l'autonomisation socioéconomique. La célébration de cette année internationale a permis les échanges de bonnes pratiques sur la manière de parvenir à cette autonomisation.

33. Dans le but de stimuler la compétitivité et de relancer la croissance, certains pays développés ont entrepris des réformes du marché du travail en vue de réduire les mesures de protection liées à l'emploi et les coûts salariaux, et de faciliter les départs. Parallèlement, ils ont lancé des mesures d'austérité budgétaire qui passent par une réduction des dépenses sociales, des licenciements et des baisses de salaire. Le problème est que la flexibilité du marché du travail et la rationalisation du secteur public interviennent à un moment où le chômage atteint un niveau record chez les jeunes et d'autres groupes vulnérables. Ces politiques paralysent les pauvres et les groupes marginalisés et ont des conséquences néfastes sur leur bien-être, entraînant des risques de perturbations sociales.

### **C. Autonomisation et intégration sociale**

34. Par la Déclaration de Copenhague sur le développement social<sup>1</sup>, les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à « promouvoir l'intégration sociale en encourageant des sociétés stables, sûres et justes, fondées sur le respect et la défense de tous les droits de l'homme ainsi que sur la non-discrimination, la tolérance, le respect de la diversité, l'égalité des chances, la solidarité, la sécurité et la participation de tous, y compris des groupes et des individus défavorisés et vulnérables » (engagement 4).

35. L'intégration sociale favorise l'autonomisation en offrant à tous la possibilité d'avoir un travail décent, de jouir des services de base et de participer pleinement à la vie politique. Depuis le Sommet mondial pour le développement social, plusieurs mesures ont été prises afin de remédier à la situation de groupes marginalisés, notamment les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes et les peuples autochtones. De nombreux gouvernements ont mis en place des politiques de lutte contre l'exclusion, en particulier celle des groupes marginalisés. Or, la mondialisation et l'évolution des structures et des mécanismes sociaux aggravent les risques de marginalisation et la situation des personnes vulnérables, et il reste beaucoup à faire avant d'atteindre l'objectif d'une société dans laquelle chacun trouve sa place. Il faut encourager l'intégration sociale en mettant en œuvre de façon globale et cohérente des politiques sociales et macroéconomiques, notamment des mesures de redistribution, et en mettant l'accent sur la participation, le travail décent et la lutte contre la discrimination. Les stratégies effectives d'intégration sociale favorisent la croissance économique, l'équité et l'autonomisation.

36. Nombre d'individus et de groupes sociaux continuent de souffrir de la discrimination et de la pauvreté, n'ont pas d'emploi décent et n'ont pas voix au chapitre dans les processus de prise de décisions. Ils rencontrent souvent des

problèmes de logement, sont au chômage ou ne disposent pas d'un emploi stable, sont exposés à la violence, sont séparés de leurs enfants, connaissent la dislocation des liens familiaux et n'ont pas accès au système de soins, à l'éducation ou à l'information. De telles expériences et leurs causes sous-jacentes illustrent souvent les effets de l'exclusion sociale.

37. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, les personnes handicapées ont de moins bons résultats scolaires ou de moins bonnes situations professionnelles que les personnes sans handicap. Dans une étude réalisée en 2009 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans 21 pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) ou élevé, les personnes handicapées en âge de travailler connaissent un taux de pauvreté supérieur dans 18 pays et sont deux fois plus susceptibles d'être au chômage<sup>12</sup>. Un facteur clef de l'instauration d'un environnement propice est la levée des barrières culturelles et physiques, dont la plupart empêchent l'accès aux biens matériels et immatériels et favorisent les stéréotypes, ancrés dans les traditions sociales et culturelles, et le déni des droits fondamentaux. Lorsque ces barrières sont levées, les personnes handicapées peuvent, en particulier par l'intermédiaire de leurs organisations, influencer les politiques et contribuer à l'autonomisation des autres.

38. La conception de l'autonomisation et du développement chez les peuples autochtones est globale et a trait au développement durable, culturel et identitaire et à l'affirmation de leurs droits socioéconomiques, culturels et politiques. Partout dans le monde, les inégalités persistent entre les populations autochtones et non autochtones en matière de niveau de vie ou d'éducation, de revenu, de santé, d'environnement et autres. Concernant la santé, les peuples autochtones sont touchés de façon disproportionnée par toutes les maladies, des maladies infectieuses comme le VIH, le sida, le paludisme et la tuberculose, aux maladies cardiovasculaires, en passant par le diabète, le cancer et les maladies respiratoires. En outre, beaucoup des principales causes de la mortalité des enfants autochtones sont évitables, comme la malnutrition, les maladies diarrhéiques, les infections parasitaires et la tuberculose<sup>13</sup>. Le point de vue des peuples autochtones en matière de santé continue d'être écarté des stratégies sanitaires globales et des systèmes de santé nationaux.

39. Dans les pays membres de l'OCDE, le taux moyen des personnes âgées d'au moins 65 ans vivant dans la pauvreté est de 13,5 %, contre un taux de 10,6 % pour l'ensemble de la population. Dans la plupart des pays, l'incidence de la pauvreté augmente avec l'âge, atteignant un taux de 16,1 % parmi les personnes âgées d'au moins 75 ans. La population mondiale de personnes âgées compte une proportion sensiblement plus élevée de femmes, qui courent de loin un plus grand risque de pauvreté en raison des inégalités qui les touchent en matière d'accès aux ressources et de possibilités d'avoir des revenus, en particulier concernant les femmes les plus âgées, veuves ou divorcées. Parmi les personnes âgées, la précarité des revenus et la pauvreté touchent aussi de façon disproportionnée les minorités ethniques et les personnes handicapées. Il faut redoubler d'efforts pour autonomiser les personnes âgées en renforçant leurs capacités, en élargissant les choix qui s'offrent à elles, en

<sup>12</sup> Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale, *Rapport mondial sur le handicap* (Genève, 2011), chap. II, p. 39.

<sup>13</sup> *La situation des peuples autochtones dans le monde* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 09.VI.13), chap. V, p. 162 (en anglais seulement).

luttant contre la discrimination dont elles sont victimes et en garantissant leurs droits.

40. Les jeunes également sont exposés à des risques d'exclusion et de marginalisation. En particulier, comme cela a été précédemment mentionné, ils sont touchés de façon disproportionnée par le chômage, l'insécurité de l'emploi et, même s'ils travaillent, la pauvreté. En outre, dans le monde, 621 millions de jeunes n'ont pas de travail, ne sont pas scolarisés ou en formation ou en quête d'emploi<sup>11</sup>. Les jeunes sont de plus en plus inquiets de leur avenir et ont le sentiment qu'on ne les écoute pas. Toutefois, l'utilisation croissante des technologies de l'information et des communications fournit aux jeunes de nouveaux moyens de participer à la société civile et à la prise de décisions.

41. Les efforts en faveur de l'intégration sociale continuent de se heurter à des obstacles comme la discrimination, la stigmatisation, le racisme, la xénophobie et la violence due au sexisme. Si la promulgation de lois nationales visant à lutter contre les violences faites aux femmes a enregistré de grandes avancées, de telles violences continuent d'empêcher les femmes de surmonter les obstacles liés à la culture et au revenu. Au niveau mondial, jusqu'à 7 femmes sur 10 subissent des violences physiques ou sexuelles, les jeunes femmes étant les plus exposées. La discrimination et la marginalisation continuent aussi de toucher la population rom. Une étude sur les Roms menée dans 11 États membres de l'Union européenne a montré que, parmi les personnes interrogées, 90 % vivaient dans la pauvreté, 33 % étaient au chômage et 20 % n'avaient pas d'assurance maladie<sup>14</sup>. Face à la persistance d'une telle exclusion sociale, la Commission européenne a mis au point le Cadre européen commun des stratégies nationales d'intégration des Roms. C'est la première fois que l'intégration sociale et l'autonomisation des Roms sont prises en compte au niveau de l'Union européenne et cette démarche fait partie de la stratégie Europe 2020 relative à une nouvelle trajectoire de croissance. Tous les États Membres sont convenus de mettre au point une approche commune concernant l'intégration des Roms, reposant sur quatre piliers – l'accès à l'éducation, à l'emploi, au logement et à la santé –, et d'élaborer des stratégies nationales qui la mettraient en œuvre.

42. Le système des Nations Unies concentre ses efforts sur l'autonomisation. Le Secrétaire général a inscrit la participation des femmes et des jeunes parmi les principales priorités de son programme d'action pour les cinq prochaines années, dans lequel figurent des mesures visant à renforcer la campagne menée par l'ONU pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, promouvoir la participation politique des femmes au niveau mondial, élaborer un programme d'action garantissant la pleine participation des femmes au relèvement économique et social et répondre aux besoins de la nouvelle génération, la plus nombreuse que le monde ait jamais connue. Parmi les autres initiatives visant à faire avancer le Programme d'action pour les cinq prochaines années figurent la nomination d'un conseiller spécial du Secrétaire général pour la jeunesse, qui sera chargé de promouvoir l'émancipation des jeunes à tous les niveaux, notamment en étudiant les mécanismes

<sup>14</sup> Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et Programme des Nations Unies pour le développement, *The situation of Roma in 11 EU Member States – Survey results at a glance* (Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2012). Disponible à l'adresse suivante : <http://fra.europa.eu/en/publication/2012/situation-roma-11-eu-member-states-survey-results-glance> (en anglais seulement).

au moyen desquels les jeunes pourraient s'impliquer, l'accent étant mis, en particulier, sur les jeunes les plus marginalisés et les plus vulnérables.

#### **IV. Cadres généraux et mesures concrètes favorisant l'autonomisation des personnes**

43. L'autonomisation est un facteur clef de la réalisation des principaux objectifs fixés en matière de développement social et durable. Il faut créer un cadre porteur à même de susciter la participation et de la rendre effective.

##### **A. Protection sociale**

44. Il est démontré que la protection sociale est un instrument efficace d'autonomisation des personnes, des familles et des groupes sociaux, de réduction de la pauvreté, de la vulnérabilité et des inégalités et de renforcement de l'intégration sociale. La crise économique mondiale récente a montré l'importance de la protection sociale en temps de crise et de récession. Ladite protection contribue à éviter les situations de pauvreté et à renforcer la capacité de résistance des individus et des familles aux chocs économiques. Sur le long terme, elle aide les personnes et les familles à renforcer leur capital humain ou autre et à mieux pouvoir gagner leur vie, contribuant ainsi à leur autonomie sociale et économique. Dans l'ensemble, elle est un outil politique essentiel qui renforce l'autonomie, la participation, l'égalité et la justice sociale et concourt ainsi à une répartition plus équitable des ressources et des prestations sociales. Comme l'a noté le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté (qui a remplacé l'Expert indépendant), « un seuil national de protection sociale est un ensemble de droits et de transferts fondamentaux qui permet à tous les membres de la société d'avoir accès à des services essentiels (dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, du logement, de l'eau et de l'assainissement) et à la sécurité de revenu (grâce aux transferts sociaux) » (voir A/HRC/17/34, par. 65).

45. La protection sociale est également un investissement essentiel qui, tout en réduisant directement la pauvreté, va dans le sens d'une croissance économique plus favorable aux pauvres. Elle a des effets macroéconomiques positifs et sert à alimenter la croissance et à améliorer la productivité des économies nationales. En soutenant les revenus, le système de protection sociale permet de les stabiliser et, partant, de compenser les fluctuations cycliques de la consommation et donc de maintenir le niveau de la demande agrégée et celui de la croissance.

46. Les enseignements tirés des dispositifs de protection sociale existants montrent que les programmes de subvention, les prestations familiales universelles, les pensions de vieillesse et d'invalidité non contributives, le soutien conditionnel aux chômeurs et l'accès universel aux soins et aux services sociaux ont un effet spectaculaire sur l'autonomisation, la réduction de la pauvreté, l'équité et le développement humain.

47. Près de 80 % de la population mondiale ne bénéficiant pas d'un accès adéquat à la protection sociale, il est essentiel de développer les services sociaux dans les pays où il n'existe jusqu'à présent que des services élémentaires, en premier lieu en instaurant un revenu minimum garanti et en rendant l'accès aux services essentiels

abordable. L'Initiative pour un socle de protection sociale<sup>15</sup> encourage les stratégies nationales qui garantissent l'accès de tous les citoyens à un certain nombre de prestations sociales essentielles. Les socles nationaux de protection sociale devraient garantir l'accès aux biens et services, y compris aux services essentiels de soins, d'éducation et autres. Mis en œuvre progressivement, cet ensemble fondamental de services est abordable, même dans les pays les plus pauvres.

48. L'élargissement de l'accès aux subventions ou aux services sociaux existants et les dispositifs de garantie de l'emploi permettront aux personnes pauvres et aux groupes marginalisés de prendre leur vie en main et d'être moins exposés aux risques économiques.

49. La protection sociale est essentielle à la création d'un modèle de développement plus intégré et viable, qui rompe le cycle intergénérationnel de la pauvreté. Le débat sur le programme de développement mondial pour l'après-2015 doit mettre l'accent sur la lutte contre la pauvreté, l'autonomisation et l'intégration sociale, en définissant vers quel modèle de protection sociale s'acheminer en définitive.

## **B. Investir dans l'éducation, la formation professionnelle et la santé pour améliorer l'autonomie et les moyens de subsistance**

50. L'éducation, la formation professionnelle et l'accès aux soins sont des éléments fondamentaux de toute stratégie d'autonomisation qui vise à réduire la pauvreté, à créer des emplois et à promouvoir l'intégration sociale. La mobilité économique et sociale repose davantage sur des facteurs tels que la qualité de l'éducation, l'amélioration des compétences et des savoirs et l'accès aux soins. En renforçant la liberté et les compétences des personnes, l'éducation contribue à leur autonomisation. L'emploi décent, la compréhension et la défense des droits, la lutte contre la corruption et la prise en compte des aspirations des groupes sociaux marginalisés sont essentiels. De nombreux travaux portant sur l'autonomisation des femmes montrent que l'amélioration de l'éducation des femmes, y compris des femmes adultes, entraîne une amélioration de la santé des enfants et une diminution significative du taux de fécondité. Fait plus important encore, les investissements ciblant les filles peuvent avoir parmi les taux de retour les plus élevés de tous les investissements réalisés en faveur du développement. Des mesures d'autonomisation des femmes, qui facilitent leur accès à l'éducation et à l'alphabétisation, ont donc été prises. En plus de leur permettre de travailler en dehors du foyer et de mieux comprendre le monde extérieur, l'éducation offre aussi aux femmes la possibilité de participer davantage aux décisions de la famille. Les études montrent également de manière systématique qu'un meilleur accès aux soins, à la contraception et à l'alimentation améliore l'autonomie des femmes dans les pays à faible revenu.

51. Afin de réduire ou de faire disparaître les principaux obstacles à l'éducation et à la formation des femmes, qui les empêchent d'avoir accès à des emplois plus productifs et rémunérateurs, des pays se sont efforcés de mettre en œuvre des politiques d'émancipation des femmes en atténuant les inégalités entre les sexes

<sup>15</sup> Organisation internationale du Travail, *Socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive : rapport du groupe consultatif* (Genève, Bureau international du Travail, 2011).

concernant l'éducation. Ils ont enregistré des avancées remarquables en matière d'égalité des sexes en améliorant l'accès à l'enseignement primaire. Dans toutes les régions en développement, les taux de scolarisation des filles sont désormais identiques à ceux des garçons, le ratio entre le taux de scolarisation des filles et celui des garçons étant passé de 0,91 en 1999 à 0,97 en 2010. Au cours de la même période, le ratio est passé de 0,84 à 0,94 dans les pays les moins avancés et de 0,58 à 0,76 en Afrique sub-saharienne (voir A/67/257, par. 5). Sur le long terme, ces avancées impressionnantes contribuent à l'émancipation non seulement des femmes, mais aussi des pauvres et des autres groupes marginalisés du monde entier, en renforçant leurs capacités de participation au marché du travail et à divers aspects de la vie.

52. Les programmes de formation professionnelle sont particulièrement importants pour l'émancipation des jeunes. En plus d'améliorer leur employabilité, ils les rendent aussi aptes à gérer leur propre entreprise, petite ou moyenne, ou à se procurer, par d'autres moyens, des revenus. C'est pourquoi il faut redoubler d'efforts pour élargir l'accès à la formation professionnelle, notamment au monde de l'entreprise, y compris pour ceux qui travaillent dans le secteur informel. L'autonomisation des jeunes ruraux par la formation professionnelle agricole contribue en outre à accroître la productivité agricole et le niveau des revenus et à réduire la pauvreté.

53. Outre l'autonomisation individuelle, il est démontré que l'autonomisation et la participation collectives améliorent la santé et les résultats scolaires ainsi que la qualité des services publics. C'est ainsi que l'on a pu constater en Indonésie et au Togo, que l'augmentation de la participation collective aux projets d'alimentation en eau avait permis d'améliorer les stratégies de santé de l'enfant<sup>16</sup>. En outre, une série d'études de contrôle aléatoire menées par des chercheurs du laboratoire Abdul Latif Jameel d'action contre la pauvreté de l'Institut de technologie du Massachusetts a mis en relief l'importance de l'autonomisation et de la participation collectives. Au Kenya, la supervision du processus de recrutement d'enseignants contractuels supplémentaires et le suivi effectif de leur évaluation par les groupes locaux ont eu des effets positifs sur les résultats scolaires des enfants, qui se sont améliorés dans les groupes concernés. En Ouganda, un programme visant à renforcer le contrôle collectif des prestataires de soins a servi à améliorer la prestation des services publics, ce qui s'est traduit par une augmentation du poids des nourrissons et une diminution de 33 % du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. Enfin, en Inde, un programme permettant aux personnes de contribuer à l'amélioration de l'enseignement dispensé dans leur propre groupe a entraîné une amélioration des résultats scolaires des enfants.

## C. Technologies de l'information et des communications

54. L'amélioration de l'accessibilité de l'information du fait des technologies de l'information et des communications (TIC), comme Internet, la téléphonie mobile et les réseaux sociaux, a contribué à faciliter la participation. Actuellement, 2,3 milliards de personnes ont accès à Internet. De plus en plus, les TIC facilitent l'accès à l'information et offrent de nouvelles possibilités, notamment de participer

<sup>16</sup> E. Eng *et al.*, « Participation effect from water projects on EPI », *Social Science and Medicine*, vol. 30, n° 12, 1990, p. 1349 à 1358.

à la prise de décisions. Ainsi, elles concourent largement à l'autonomisation des personnes. Toutefois, il subsiste un fossé numérique de taille, qu'il faut combler en multipliant les efforts et les investissements<sup>17</sup>.

55. Les TIC peuvent servir la cause de l'émancipation de multiples façons. Elles aident à diffuser des informations précieuses sur les services publics, les soins de santé, l'éducation et la formation, les moyens de subsistance et les droits, et les individus et les groupes à communiquer les uns avec les autres et, ainsi, à renforcer le capital humain et social. À titre d'exemples, elles permettent aux agriculteurs de s'informer sur les méthodes innovantes, aux personnes âgées et à celles vivant dans des zones reculées de consulter facilement un médecin et aux demandeurs d'emploi d'accéder à des conseils et à des offres d'emploi.

56. Les TIC servent également à promouvoir et à renforcer la mobilisation sociale, en particulier de certains groupes. Une étude sur les jeunes et les TIC pendant le Printemps arabe a montré que les réseaux sociaux n'auraient pas joué un tel rôle si les mouvements sociaux qui étaient prêts à éclater n'avaient pas existé<sup>18</sup>. Les TIC ont en outre ouvert de nouvelles perspectives aux organisations de la société civile qui souhaitent influencer les débats et les choix en matière de politique internationale. Ainsi, l'organisation de jeunes Rio+twenty a mis en place une plateforme en ligne qui a effectivement suscité une participation dynamique des jeunes aux manifestations et aux activités liées à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

57. Les politiques publiques devraient encourager l'utilisation des TIC, notamment en renforçant l'infrastructure technologique et l'accès du public et en encourageant les partenariats public-privé et les contenus en langue autochtone ou locale. Afin que tous aient accès aux TIC, ces politiques devraient être axées sur l'éducation et la formation à l'utilisation et à la conception des TIC. En outre, les politiques et les programmes publics devraient prévenir les risques associés à l'utilisation des TIC, notamment par des campagnes de sensibilisation.

58. L'autonomisation des personnes était l'un des cinq principaux thèmes traités à la septième réunion du Forum sur la gouvernance d'Internet, tenue à Bakou en novembre 2012, qui portait sur la gouvernance d'Internet au service du développement durable humain, économique et social. Les participants ont examiné les obstacles qui empêchaient les TIC de contribuer à l'autonomisation, comme les difficultés que pouvaient rencontrer les personnes handicapées, âgées ou analphabètes, particulièrement parmi les filles et les femmes, et ont encouragé l'amélioration de l'accès collectif aux TIC. Il a été relevé qu'un accroissement de 10 % du taux de pénétration du haut débit pouvait entraîner une augmentation du produit intérieur brut de 3,2 % et celle de la productivité de 2 %. Ainsi, Internet à

<sup>17</sup> Département des affaires économiques et sociales, « Over two billion people now connected to Internet but digital divide remains wide », *UN News*, 6 novembre 2012, disponible à l'adresse suivante : <http://www.un.org/news/dh/pdf/english/2012/06112012.pdf> (en anglais seulement).

<sup>18</sup> Ahmad Alhindawi, exposé sur l'émancipation des jeunes et les TIC présenté à la réunion du groupe d'experts pour la promotion de l'émancipation afin de lutter contre la pauvreté, de favoriser l'intégration sociale et d'offrir à chacun un travail productif et décent, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, 10-12 septembre 2012, disponible à l'adresse suivante : <http://www.un.org/esa/socdev/egms/docs/2012/ppt/Ahmad-Alhindawi.pdf> (en anglais seulement).



haut débit peut aller dans le sens de la croissance économique et de l'autonomisation des personnes<sup>19</sup>.

59. En 2013, l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social portera sur la science, la technologie, l'innovation et la culture au service du développement durable et des objectifs du Millénaire pour le développement. Les participants examineront notamment comment la technologie et l'innovation peuvent faciliter l'accès à la connaissance, la création d'emplois et la sécurité alimentaire, et se pencheront sur les technologies vertes.

## **D. Participation, gouvernance et responsabilité**

60. La bonne gouvernance est essentielle à la réduction de la pauvreté et à l'intégration sociale et l'autonomisation renforce la bonne gouvernance. Une bonne gouvernance est participative, axée sur la recherche du consensus, responsable, transparente, réactive, efficace, équitable et ouverte. L'état de droit doit être réformé afin de répondre aux besoins actuels et futurs de la société. Afin d'autonomiser les personnes et les groupes locaux, il est de plus en plus nécessaire d'améliorer la gouvernance à tous les niveaux. Il faudrait accorder une attention particulière à la création de mécanismes qui favorisent l'accès de tous à l'information, l'intégration et la participation, renforcent la responsabilité des gouvernements vis-à-vis des citoyens et privilégient les investissements dans les capacités des organisations locales, ou à leur amélioration.

61. Les stratégies d'autonomisation des personnes varient d'un pays à l'autre. En Inde, l'octroi de pouvoirs constitutionnels au peuple contribue à la gouvernance populaire. En particulier, tout est fait pour que les groupes marginalisés de la société participent à la prise de décisions. Le Gouvernement a aussi promulgué en 2005 une loi sur le droit à l'information qui a rendu les fonctions publiques sensiblement plus transparentes. En renforçant le principe de responsabilité, la loi de 2005 a renforcé la confiance de la population dans l'administration et les institutions publiques. Au Brésil, un processus budgétaire participatif, qui permet aux citoyens d'être associés à la définition des priorités budgétaires au niveau municipal, s'est révélé efficace<sup>20</sup>. Au Rwanda, le Gouvernement a adopté des politiques ambitieuses en matière d'aide économique et politique aux femmes. Il convient notamment de noter la disposition constitutionnelle prévoyant qu'au moins 30 % des sièges parlementaires et des postes ministériels doivent revenir à des femmes. Un des effets les plus remarquables de cette disposition est que le Parlement, plus soucieux de l'égalité hommes-femmes, a aboli les lois qui interdisaient aux femmes d'hériter de terres et a apporté plusieurs modifications aux lois qui contenaient des dispositions discriminatoires.

62. Les gouvernements peuvent favoriser l'autonomisation en multipliant les mesures d'aide aux personnes pauvres. Ils peuvent notamment investir dans l'infrastructure économique et sociale, appuyer et renforcer les droits fondamentaux

<sup>19</sup> Secrétariat du Forum sur la gouvernance d'Internet, projet de résumé du Président de la septième réunion annuelle du Forum sur la gouvernance d'Internet, Bakou, 6-9 novembre 2012, disponible à l'adresse suivante : <http://www.intgovforum.org/cms/> (en anglais seulement).

<sup>20</sup> Vera Schattan *et al.*, « Participation and public policies in Brazil », dans John Gastil and Peter Levine, éd. *The Deliberative Democracy Handbook: Strategies for Effective Civic Engagement in the 21st Century* (John Wiley & Sons : San Francisco, 2005), p. 174 à 184.

et élaborer des programmes ouverts à tous, participatifs et qui tiennent compte de l'importance de l'autonomisation. L'existence d'un socle de protection sociale minimum est aussi un levier puissant de l'autonomisation des personnes pauvres.

63. L'absence de droits et d'accès à la justice est un obstacle majeur à la réduction de la pauvreté et à l'autonomisation des personnes pauvres. Il est démontré qu'un droit foncier favorable aux personnes pauvres, la protection de l'emploi et l'existence d'un secteur privé juste, ouvert et socialement responsable et de structures d'éducation et de formation de qualité réduisent la pauvreté<sup>21</sup>.

## V. Recommandations

64. La Commission voudra peut-être examiner les recommandations suivantes :

a) La participation des populations à la vie sociale, économique et politique est indispensable pour lutter contre la pauvreté et promouvoir l'intégration sociale et l'autonomisation et, à cet égard, les gouvernements devraient créer des institutions qui facilitent l'engagement et la participation de tous les citoyens, en particulier des personnes pauvres, et des groupes à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques socioéconomiques, ou renforcer celles qui existent;

b) Le plein emploi et un travail décent pour tous devraient être au cœur des mesures de lutte contre la pauvreté et d'intégration sociale, étant donné leur importance en matière d'autonomisation durable et de participation, et il faudrait adopter des politiques publiques qui encouragent l'investissement public et l'investissement privé dans l'infrastructure économique et sociale;

c) L'accès universel à une protection sociale et à des services sociaux de base est un instrument important d'autonomisation des personnes et, à cet égard, les gouvernements devraient envisager de mettre en place un socle national de protection sociale, adapté à la situation et aux priorités nationales, qui permette de prévenir efficacement la pauvreté et les inégalités;

d) Les stratégies d'autonomisation des femmes, des jeunes, des peuples autochtones, des personnes handicapées, des personnes âgées et d'autres groupes marginalisés devraient être considérées comme prioritaires, notamment en intégrant les besoins essentiels et les préoccupations de ces groupes dans les programmes généraux du développement, en particulier dans les domaines du développement par le plein emploi et l'emploi décent, l'égalité, l'agriculture et l'infrastructure et en leur donnant accès au financement, notamment au microcrédit;

e) Les gouvernements et leurs partenaires de développement devraient conclure des partenariats public-privé qui créent les conditions permettant aux pauvres de s'autonomiser et de tirer parti de leurs compétences et de leurs talents pour s'en sortir, et qui contribuent à créer un secteur privé juste, ouvert, socialement responsable et respectueux de l'emploi décent;

<sup>21</sup> Pour un examen plus approfondi de l'autonomisation juridique des pauvres, voir le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 64/215 de l'Assemblée générale sur la démarginalisation des pauvres par le droit et l'élimination de la pauvreté (A/66/341).

**f) Les politiques et les systèmes éducatifs devraient permettre à tous, en particulier les jeunes, de se former en entreprise, d'être informés de l'état du marché du travail et d'avoir de l'aide pour trouver un emploi décent;**

**g) L'accès à la justice et aux instruments juridiques est essentiel pour lutter contre la pauvreté et promouvoir l'autonomisation. Les gouvernements devraient encourager l'autonomisation des personnes pauvres en protégeant leurs droits de propriété et leurs emplois;**

**h) Pour être efficaces, les stratégies d'autonomisation, y compris celles qui sont destinées à divers groupes sociaux, doivent respecter la spécificité des situations nationales ou locales;**

**i) Il faudrait prendre les mesures nécessaires au renforcement des droits fondamentaux et à la mise au point de politiques d'autonomisation efficaces, telles que des interventions et des programmes qui contribuent à promouvoir une croissance partagée et participative.**

---